

l'effort de longue haleine, accroître notre puissance de production et notre rendement immédiat afin que si la troisième guerre mondiale éclate, le Canada soit en mesure de contribuer au maximum. En outre, il peut être nécessaire à bref délai de modifier la façon d'aborder le problème et de faire porter notre effort sur un autre point.

Je pourrais illustrer le problème au moyen d'une foule d'exemples particuliers. Il apparaît très clairement peut-être dans le cas des minéraux stratégiques et de l'énergie hydroélectrique, qui sont l'âme même de la mobilisation industrielle. Par exemple, combien des stocks limités d'acier devrait-on employer pour augmenter le rendement potentiel de l'industrie sidérurgique? Est-il avantageux pour l'effort de défense commune d'utiliser l'acier pour aménager des pipe-lines destinés au transport du pétrole et du gaz, ou pour ériger de nouveaux barrages et des usines d'énergie? Quelles seraient les répercussions si l'on commençait bientôt la canalisation du Saint-Laurent? Il y aura d'autres occasions de discuter les questions de cette nature, mais il importe que la Chambre se rende compte des problèmes qui se posent actuellement et qui se poseront avec plus d'acuité encore au cours du travail de préparation.

Aspects économiques des préparatifs de défense. Je passe maintenant aux aspects économiques du programme de défense que je viens d'exposer à grands traits. Les honorables députés se rendront compte que nous imposons notre programme de production de défense à une économie qui déjà fonctionne presque à plein rendement. A titre d'exemple, j'esquisserai la situation économique du Canada en 1950.

On estime que toutes les denrées et tous les services produits au Canada en 1950 ont atteint une valeur d'environ 17,700 millions de dollars, soit une augmentation d'environ 8 p. 100 par rapport à 1949. A peu près la moitié de cette augmentation est attribuable au volume de la production et l'autre moitié, à la hausse des prix. Si je puis oser une prédiction,—évidemment, il est toujours hasardeux de prévoir les événements un an d'avance,—il y a lieu d'espérer que le produit national brut s'élèvera à environ 20 milliards de dollars en 1951.

Le niveau élevé de la demande mondiale et de la demande au pays se reflète dans notre commerce extérieur. L'année 1950 a établi un nouveau record de 6,300 millions de dollars, pour ce qui est du volume global des exportations et des importations. Les exportations canadiennes sont passées d'environ 3 milliards de dollars en 1949 à 3.1 milliards en 1950. Une augmentation sensible des ex-

portations dirigées aux États-Unis a plus que contre-balancé une diminution générale des ventes aux pays d'outre-mer. Je suis très heureux de pouvoir déclarer que, même si presque tous les pays d'outre-mer,—particulièrement ceux de la zone du sterling,—ont jugé nécessaire de maintenir des restrictions à l'égard de la zone du dollar, ils adoucissent maintenant ces restrictions au lieu de les intensifier. Les adoucissements ne se font peut-être pas aussi vite que nous le voudrions ou que nous le jugeons raisonnable; en tout cas nous avons raison de croire que le problème du dollar finira par se régler.

Les importations ont augmenté encore plus que les exportations, soit de 2.8 milliards en 1949 à 3.2 milliards en 1950. Ce sont les pays d'outre-mer qui ont le plus contribué à l'accroissement de nos importations; ils ont ainsi obtenu des dollars et aidé au rétablissement des relations commerciales normales. Pour la première fois depuis 1931, les importations ont surpassé les exportations.

La balance légèrement déficitaire de notre commerce, précédemment mentionnée, révèle une activité nationale accrue et, particulièrement, un accroissement d'investissements indigènes en biens de production. Il est constant, chez nous, que la balance des échanges est défavorable en période de grande prospérité et éminemment favorable en période de crise économique.

Je ne saurais quitter la question du commerce sans dire un mot des efforts que tente le Gouvernement pour favoriser le commerce et le libre échange des denrées entre nations. En 1950, les députés s'en souviennent, l'État relâchait graduellement, pour enfin les supprimer complètement, les restrictions à l'importation établies en vertu de la loi d'urgence sur la conservation des devises; cela explique en partie le relèvement des importations.

Le gouvernement du Canada participe activement aux négociations tarifaires et autres discussions intéressant le commerce qui se poursuivent à Torquay depuis septembre dernier. Vers la fin de 1950, il envoyait en Amérique latine une délégation commerciale qui a réussi à signer avec le Venezuela, l'Équateur et Costa-Rica des accords prévoyant l'application réciproque du traitement de la nation la plus favorisée. Une mission spéciale a visité les marchés de l'Europe pour y augmenter la vente de notre blé et de notre farine: les résultats obtenus sont des plus prometteurs. Nous avons pu nous entendre avec le gouvernement anglais sur un plan destiné à faciliter nos exportations vers le marché des Antilles anglaises; l'entente a reçu exécution au début de la présente an-